**L'athéisme d'État et la persécution du clergé en Albanie pendant la dictature communiste**

**Par Pjerin Merdita**

L'Albanie, petit pays situé à l'ouest de la péninsule des Balkans, a connu l'une des dictatures les plus cruelles du camp communiste. Le mouvement communiste, qui a commencé à se répandre en Europe de l'Est dans les premières décennies du XXe siècle, s'est intensifié pendant la Seconde Guerre mondiale au nom de la lutte contre le fascisme nazi, et a été installé au pouvoir selon le modèle et les instructions des dirigeants slavocommunistes. Malheureusement, cela a également concerné notre pays.

Les communistes albanais coopéraient étroitement avec les Yougoslaves, tant en raison de leur proximité géographique que des instructions du Comintern. Avec leur arrivée au pouvoir en novembre 1944, des jours difficiles se profilaient à l'horizon pour le peuple albanais. Sous l'apparence de vainqueurs de guerre et de libérateurs, les communistes ont installé un régime dictatorial qui a duré jusqu'en 1991, date des premières élections pluralistes. Pendant près d'un demi-siècle, l'Albanie est devenue le pays le plus isolé de la planète. Les Albanais avaient du mal à imaginer qu'il existait un monde au-delà des frontières de leur État. Les mesures contre tout ce qui n'est pas communiste sont sévères. Inspirés par la haine idéologique, au premier rang de leurs plans d'extermination des "opposants", les communistes tenaient celui d'exterminer les croyances religieuses et le clergé qui les représentait : Car, à la base de sa doctrine et de son activité, la foi est porteuse de paix permanente, de cohésion sociale et nationale. Outre l'autorité historique donnée par la tradition, la religion a fortement influencé la société par son organisation institutionnelle (écoles, associations, œuvres caritatives, culture écrite, etc.)

En Albanie, le clergé a accompagné le croyant de la naissance à la mort, sans se limiter à l'aspect spirituel de la prise en charge. De nombreuses figures centrales de la culture et des mouvements patriotiques appartenaient au clergé, ce qui a provoqué un complexe d'infériorité chez les dirigeants communistes. Le communisme en Albanie n'avait aucune tradition. L'élément communiste des années 30 était négligeable et la cause en était l'absence d'une classe ouvrière dans le pays. Pourtant, seul le clergé, plus clairement le clergé catholique, avait mis en garde contre une tragédie nationale si les communistes arrivaient au pouvoir.

Le communisme a au cœur de sa doctrine et de son activité la révolution incessante et la lutte des classes. Pour la théorie communiste, il n'y avait pas de place pour la foi en Dieu, car l'athéisme en était le centre. Cette doctrine avait déclaré que la religion était un instrument entre les mains de la classe dominante pour écraser le prolétariat. Pour les communistes, le clergé se tenait à l'avant-garde de la réaction, essayant à tout prix d'entraver le développement de la révolution socialiste, jusqu'au renversement du "pouvoir populaire".

La mise en œuvre du plan diabolique d'anéantissement de la religion s'est étendue sur une période de trois décennies de terreur et de persécution. Le plan reposait sur deux piliers principaux. La répression implacable du clergé et une intense propagande antireligieuse. Ce faisant, la dictature a cherché à démêler Dieu du cœur du peuple. Le slogan marxiste "La religion, l'opium du peuple" faisait partie du discours de propagande, avant que l'État ne porte le coup de grâce par la fermeture des objets de culte. Mais l'athéisme "scientifique", transformé en anticléricalisme criminel, n'a pas réussi à changer les croyances religieuses des croyants.

Au début des années 1960, l'État a commencé à regarder de plus près tous les clercs et les intellectuels pratiquant la foi. Quiconque le montrait était contraint de faire des travaux forcés. C'était la mesure punitive la plus simple.

**Les vagues de persécution du clergé et des fidèles peuvent être divisées en différentes périodes.**

La première a commencé immédiatement après 1944 et s'est poursuivie sauvagement jusqu'à la fin de 1946, lorsque les décisions du Conseil de libération nationale, qui n'était pas un organe législatif, ont servi de "base juridique". Le premier acte (novembre 1944) fut l'interdiction définitive de la publication des organes de presse religieux, qui dans la plupart des cas avaient des profils plus culturels. Cet acte marquait l'agression contre la liberté de conscience. Quelques semaines plus tard seulement, selon les instructions de la Yougoslavie, la guerre contre la religion passa à l'échelle terroriste. De nombreux ecclésiastiques ont été arrêtés, torturés, condamnés à de lourdes peines de prison et exécutés. Au nom de la réforme agraire, l'État saisit un grand nombre de propriétés des communautés, tandis que la Constitution de 1946, s'appuyant sur le précédent monarchiste laïque, abolit légalement la séparation de l'État et de la religion et interdit la religion à l'école. C'est aussi le moment où le clergé abandonne les bâtiments à caractère socioculturel, ne laissant en service que les objets de culte. Ainsi, le clergé a été privé du droit d'éduquer et de former la nouvelle génération.

La deuxième vague couvre la période 1947-1950. À cette époque, les hauts responsables cléricaux sont frappés, ce qui ouvre la voie à une manœuvre diabolique visant à dominer les structures religieuses. La troisième vague s'est poursuivie après 1951. L'État tente de soumettre le clergé en le plaçant sous son influence, mais il se heurte à la résistance de nombreux clercs catholiques qui refusent de signer le statut de l'Église catholique autocéphale. Bien que peu nombreuses, les persécutions sont tout aussi virulentes et conduisent au renvoi de certains clercs. La quatrième et dernière vague est celle qui a commencé en 1967, année où l'Albanie s'est fièrement proclamée "premier État athée du monde".

Les allégations les plus courantes utilisées contre le clergé étaient les suivantes :

*Trahison et coopération avec l'occupant.*

*Création et participation à des organisations anti-révolutionnaires (gangs) visant à renverser le gouvernement par la force.*

*Activité d'agent au service du Vatican et des puissances impérialistes. L'agitation et la propagande.*

*L'exercice illégal de rites religieux (après 1967).*

La lutte contre la religion n'a pas épargné le patrimoine culturel, même si la loi pour sa protection existait. Outre la persécution du clergé, une marée dévastatrice s'abat sur les objets de culte et sur la base matérielle des confessions religieuses. Presque tout a été rasé et les quelques objets de culte qui ont survécu ont été appropriés par l'État pour être utilisés en fonction de l'intérêt de l'État. Le clergé a également été exclu du panthéon de notre culture nationale. Leur contribution à de nombreux domaines de la connaissance a été immédiatement supprimée. La figure la plus marquante est sans aucun doute le père Gjergj Fishta, qui a été considéré comme "un fanatique enragé, un idéaliste de tout ce qui est patriarcal, un partisan de la modernisation et de la romanisation de la culture albanaise, un hymne au primitivisme et l'ennemi farouche de tout progrès". Les livres sacrés ont été remplacés par les Actes du dictateur, les symboles religieux par les symboles du parti. La nouvelle religion était le "marxisme-léninisme", le nouveau croyant était l'athée sans âme, l'"Homme nouveau" - l'œuvre la plus précieuse du Parti, tandis que le serment à Dieu était converti en serment solennel "Pour l'idéal du Parti".

La Constitution de 1976, dans ses articles 37 et 55, interdit la pratique de la religion et la création d'organisations religieuses. Jusque dans les années 1990, aucun rite religieux n'a été célébré. Jusqu'au jour où, comme "la lumière au-delà des ténèbres", la pratique de la religion est apparue publiquement en novembre 1990.

**1944-1949, les années de grande terreur contre le clergé catholique.**

Le premier ecclésiastique à être condamné à mort après la prise du pouvoir par les communistes est Don Lazer Shantoja. Il a été arrêté dans les montagnes de Sheldia dans les premiers jours de décembre 1944. Il a été exécuté à Tirana le 5 mars 1945, à l'âge de 53 ans. Quelques mois plus tard, le 4 février 1945, Don Ndre Zadeja est arrêté. Il a été exécuté par un peloton d'exécution le 25 mars 1945. Monseigneur Gasper Thaçi et Monseigneur Vincenc Prennushi sont convoqués par Enver Hoxha, qui propose la sécession du Vatican, ce qui signifie la soumission de l'Église à l'État. Mais la réponse des deux hauts prélats fut brutale et négative, car elle violait l'universalité de l'Église catholique albanaise et la relation de séparation entre religion et politique. Peu après, en juillet 1945, le père Anton Harapi a été arrêté. Il a été exécuté le 20 février 1946. Le 18 juillet 1946, Don Alfons Tracki, qui était accusé d'être un "criminel de guerre", a été abattu. En novembre 1946, le prêtre allemand Don Josef Marxen a été fusillé. Le 19 mai 1947, l'évêque Vincenc Prennushi est arrêté. Il est accusé d'être "lié aux criminels de guerre et au parti chrétien-démocrate italien". Il a été condamné à 20 ans de prison et est mort malade des suites de tortures à la prison de Durres en mars 1949. Le 31 juillet 1948, à l'enquêteur de la ville de Koplik, Don Pjeter Cuni et Don Aleksander Sirdani ont été torturés et noyés dans un puits d'égout. C'est le premier cycle de punitions et d'exécutions que le clergé catholique a connu en Albanie dans les premières années du régime communiste.

**Des scénarios sophistiqués contre la communauté musulmane et les intrigues contre le clergé Bektashi.**

Dès les premiers jours de l'établissement du pouvoir communiste, la pression politique sur la communauté musulmane s'est considérablement accrue. Les communistes ont exigé que les hauts responsables du clergé soient remplacés par des éléments de confiance issus de leurs rangs. Le mouvement visait à débarrasser les structures de direction de la communauté des membres du clergé et des militants indésirables. Il s'agissait d'une intervention violente de l'État communiste dans l'organisation de la vie de la Communauté. C'est ainsi qu'a commencé une sévère propagande "dénonciatrice" à travers la presse, la radio, les formes d'éducation, le cinéma, le théâtre et le divertissement. Tout cela se heurte à la résistance de la Communauté et des croyants. Le 11 septembre 1946, Hafiz Musa Derguti est arrêté et accusé d'être "lié au mouvement Postriba", qui fut l'une des premières révoltes contre le régime communiste. En 1947, Hafiz Ali Kraja, un Hoxha et théologien de confession musulmane, est arrêté et condamné à mort. Par la décision n° 213 du 8 juin 1947, il est condamné à la prison à vie et à 25 ans de prison. Il faut également noter l'intervention du gouvernement communiste contre la Communauté Bektashi pour la soumettre à un contrôle. Par conséquent, deux courants antagonistes se sont créés dans cette communauté, dont le point culminant a été atteint la nuit du 18 mars 1947, avec un triple meurtre dans les locaux du siège de la Communauté Bektashi. Selon la version officielle de l'époque, des "religieux patriotes et progressistes", en même temps que des personnalités politico-militaires du régime, Baba Faja Martaneshi, et Baba Fejzo Dervishi, ont été "tués par la main humiliante, traîtresse et réactionnaire" du chef, Abaz Halim Dedei, qui s'est ensuite suicidé. Après les années 1990, de nombreux chercheurs ont présenté des faits qui témoignent d'un scénario criminel évident de la part du régime communiste.

**La persécution contre l'Église orthodoxe et son clergé.**

Parallèlement à la réforme agraire et éducative, le régime communiste a également frappé les clercs orthodoxes qui étaient considérés comme problématiques ou incompatibles avec lui. La répression s'est concentrée non seulement sur les rangs de la haute hiérarchie, mais aussi sur les rangs des clercs inférieurs qui s'étaient prononcés contre le nouveau système. Les préparatifs de la répression contre les clercs orthodoxes, désignés comme anticommunistes, ont commencé dès le second semestre de 1945. Irène Banushi a été le premier des ecclésiastiques de haut rang à être frappé. Les raisons de l'arrestation d'Irène n'ont pas été immédiatement comprises, et il semble que lui-même n'ait pas été très clair. Il a été arrêté le 28 octobre 1946. En 1949, il a été libéré de prison mais arrêté à nouveau en 1952 en raison de son opposition au cours de la haute hiérarchie KOASH et aux politiques religieuses menées par le régime communiste. La cible des communistes était également Christopher Kisi, qui a dirigé l'Église orthodoxe de 1936 à 1944. La presse et la propagande de l'époque ont lancé une attaque contre l'archevêque. Tout a commencé le 7 avril 1946, par le magazine Hosteni. Deux articles de cette date, qui n'avaient pas été choisis au hasard, étaient pleins de satire et de dérision contre Kisi pendant la guerre. Plus précisément, on y mentionnait un panégyrique que l'archevêque avait écrit sur Mussolini et une décoration qu'il avait reçue des autorités fascistes. Tout cela n'était pas vrai. Ce n'était que le début de la persécution contre le clergé orthodoxe. Au fil des ans, l'Église orthodoxe a également été confrontée à des problèmes de politique intérieure. Le sommet a été atteint en 1967, lorsque des églises et des monastères ont été détruits et que l'activité religieuse a finalement été interdite.

**Le procès contre l'organisation "Union albanaise", un procès fictif.**

Immédiatement après la première onde de choc, la persécution contre le clergé catholique s'est rapidement intensifiée. Le centre de cette persécution reste la ville de Shkodra. Par son activité, le clergé catholique de cette ville avait un grand poids. Les communistes ont pris pour cible deux des ordres les plus importants de l'Église catholique albanaise, les ordres jésuite et franciscain. Les punitions de masse allaient bientôt commencer. Le 27 décembre 1945, l'organisation "Union albanaise" a été dévoilée par les agents de la branche interne de Shkodra. L'organisation était dirigée par le séminariste Mark Çuni, qui étudiait au séminaire papal jésuite et avait créé cette organisation sans la permission et à l'insu de ses supérieurs. On a considéré qu'il suffisait de clore le cycle des arrestations avec 39 personnes, toutes accusées d'être les organisateurs et les militants de l'organisation. Le père Giovanni Fausti et le père Daniel Dajani ont été accusés d'être les dirigeants de l'"Union albanaise". Ils ont été arrêtés le 31 décembre 1945. Immédiatement après eux, quelques jours plus tard, en janvier 1946, le père Gjon Shllaku de l'ordre des Franciscains a été arrêté. Le tribunal a condamné à mort le père Giovanni Fausti, le père Daniel Dajani et le père Gjon Shllaku. Trois autres personnes ont été fusillées avec eux : Mark Çuni, Qerim Sadiku et Gjelosh Lulashi. Le tribunal a également condamné 7 personnes à la prison à vie, 6 personnes à 30 ans de prison et 16 personnes de 2 ans à 20 ans de prison.

**Anciennes personnes, nouvelles personnes. Fermeture d'institutions culturelles et éducatives.**

L'activité des communautés religieuses s'étendait au-delà des services aux croyants, couvrant de nombreux domaines différents, notamment ceux de l'éducation, de la culture et de la charité. Ainsi, le processus de confiscation visait également leurs biens mobiliers et immobiliers, car dans leurs institutions éducatives, elles préparaient des générations ayant un parcours différent de celui des écoles communistes, et apparaissaient donc comme des opposants potentiels au régime communiste. Avec l'arrivée des communistes au pouvoir, après l'organisation de procès montés contre le clergé à Shkodra et Tirana, il a été décidé de fermer toutes les institutions scolaires de toutes sortes. La décision de dissoudre toutes les organisations et sociétés diverses a également été prise. La décision n° 14 du 6 mars 1946 du Conseil des ministres qualifie l'activité du clergé catholique d'"anti-nationale" et d'"aide à l'intervention et à la propagation du fascisme en Albanie". Même les madrasas ou institutions culturelles gérées par la communauté musulmane ont connu le même sort. Elles ont été fermées et saisies par l'État communiste en 1947. Finalement, tous les biens meubles et immeubles des communautés religieuses ont été saisis. Les écoles, les séminaires, les assemblées, les institutions ont été fermés, les fonds des bibliothèques ont également été brûlés, et tous les séminaires ou organisations culturelles ont été distribués. Seules les églises et les mosquées ont été autorisées à être utilisées, bien qu'elles soient devenues propriété de l'État.

**Des armes dans l'église des Franciscains, un sombre scénario communiste.**

Novembre 1946 marque une autre étape importante dans la frappe du clergé catholique. Dans la ville de Shkodra, dans la nuit du 16 au 17, des agents de la Sûreté de l'État ont prévu d'apporter des armes, des munitions et des documents au monastère des Franciscains et à l'église Saint-François, qui seraient découverts quelques heures plus tard dans la matinée par les mêmes personnes. Par le biais de ce scénario, ils cherchaient à diffamer le clergé aux yeux de la population. Ils les ont également accusés de collaborer avec les occupants au détriment de l'Albanie, ou de participer aux mouvements armés qui avaient eu lieu récemment contre les communistes. Après cela, Monseigneur Frano Gjini, Monseigneur Nikollë Deda, le Père Çiprijan Nika, le Père Mati Prennushi ont été arrêtés et condamnés à mort. Des dizaines d'autres ecclésiastiques ont également été condamnés à de nombreuses années de prison. Les condamnés à mort ont été exécutés le 11 mars 1948, derrière le mur du cimetière de Rrmaji, à 5 heures du matin. Quatre mois plus tard, une autre vague d'arrestations a éclaté à Shkodra. Cette fois-ci, elle était particulière, car tous ceux qui avaient organisé le scénario ont été mis en accusation. Ainsi, le 28 juillet 1948, Pjerin Kçira, Gjovalin Mazreku, Lin Çollaku, Zef Bardhoku et Nush Simoni ont été arrêtés. Dans la salle d'audience, Pjerin Kçira, peut-être poussé par sa conscience, a réfuté l'accusation portée contre le groupe, leur rappelant qu'ils ne pouvaient pas le faire, comme ils l'avaient fait eux-mêmes avec les Franciscains quelques mois auparavant. Ainsi, tous les habitants de Shkodra ont appris quelle était la vérité. Le procès a été immédiatement suspendu et Pjerin Kçira a été abattu quelques jours plus tard.

**Nouveau statut de l'église, un accord contraignant.**

Alors que le décret de 1949 obligeait les communautés religieuses à rédiger leurs nouveaux statuts et règlements, l'Église catholique a mis en place une commission spéciale pour rédiger ce statut. Dans l'archidiocèse de Shkodra, en février 1950, l'évêque Bernardin Shllaku a convoqué l'assemblée générale du clergé, afin de lui présenter un rapport général de la commission ainsi qu'un premier projet de statut, rédigé en pleine conformité avec les dispositions du code canonique et de la doctrine chrétienne. Le projet a été rejeté par le gouvernement communiste parce qu'il était considéré comme une violation de la loi sur les communautés religieuses. Il a été rejeté parce que les chapitres III et IV réglementaient les questions de dépendance administrative de l'Église catholique directement du pape, ce qui contredisait la loi susmentionnée. Suite à l'échec des premières négociations entre l'État et l'Église, en 1951, le Bureau politique destitue Tuk Jakova, qui représentait le gouvernement, et nomme Mehmet Shehu. Il a invité le seul évêque vivant qui lui restait, l'évêque Bernard Shllaku, et l'a forcé, par des menaces de mort, à conclure un accord. Le 30 mai 1951, 57 prêtres sur les 185 qui étaient là en 1945 se réunissent à Shkodra. Après de nombreux débats, le statut est adopté, mais pas avec l'accord et la signature de tous. Ainsi, les poursuites contre les opposants au statut allaient bientôt commencer. Don Dedë Malaj et le père Konrad Gjolaj ont été arrêtés en tant que membres d'un groupe qui avait commis des actes de "trahison envers la patrie" et d'"agitation et de propagande". Don Dedë Malaj a été abattu en mai 1959, tandis que le père Konrad Gjolaj a été condamné à 25 ans de prison. Un autre procès qui est resté longtemps dans la mémoire des citoyens de Shkodra est celui contre Don Ejëll Kovaçi. Dans la salle d'audience du cinéma "Republika", sa sœur a démasqué Hilmi Seiti, le chef de la branche du ministère de l'Intérieur, qui a torturé son frère pour qu'il signe l'acte d'accusation. Don Ejëll Kovaçi a été fusillé en 1958.

**L'effondrement et la destruction des "pierres de la foi".**

À ses débuts, la dictature communiste, bien qu'elle ait saisi de nombreux biens meubles et immeubles des communautés religieuses, a laissé certains objets de culte en usage pour assurer tous les services religieux. Jusqu'en 1967, de nombreuses églises, mosquées et masjids ont continué à fonctionner régulièrement malgré la pression dictatoriale et la crainte de leur fréquentation par la population. Le discours "programmatique" prononcé par Enver Hoxha le 6 février 1967 "Poursuivre la révolution du parti et du pouvoir" met en branle "de larges mesures populaires, d’élèves, travailleurs et coopératives" pour finaliser la lutte contre le clergé par l'action de fermeture et de destruction des objets de culte. Le 15 février, des affiches murales commencent à être apposées sur les portes des institutions religieuses. Le 27 février, un ordre secret portant la signature d'Enver Hoxha donne l'impulsion à la destruction massive des objets de culte. Le premier objet détruit est le monastère de Saint-Vlash à Durres. De nombreuses mosquées, masjids et églises dans toute l'Albanie ont commencé à être détruites. De nombreux autres objets ont été transformés en écuries, clubs de jeunes, bases militaires, entrepôts ou magasins. Selon le rapport d'information "Sur les premiers résultats de la lutte contre la religion et quelques mesures pour son développement ultérieur", daté du 30 août 1967, un total de 2169 sanctuaires ont été détruits en Albanie, dont 740 mosquées, 609 églises orthodoxes, 158 églises catholiques et 530 masjids. Leurs biens ont été repris avec les institutions religieuses. Par le décret du Présidium de l'Assemblée du Peuple no. 4263 de 1967, les biens immobiliers des communautés religieuses ont été transférés à l'État ou remis à des coopératives. Les églises, mosquées, masjids, etc., qui se trouvaient dans les villes sont passés aux comités exécutifs, et ceux des villages aux coopératives agricoles. Le solde des comptes et des comptes courants de toutes les institutions religieuses à la fin du mois de mars de cette année-là était de 19 593 070 ALL. Toutes ces données ont été présentées comme un succès obtenu par l'État communiste en un temps très court.

**L'année 1967, le rêve d'une purification finale.**

Le décret n°. 4337, daté du 13 novembre 1967, abroge toutes les lois et décrets antérieurs sur les communautés religieuses et leurs statuts. Cette décision aurait normalement dû aller à l'encontre de tous les droits consacrés par les conventions internationales, mais le Parti communiste n'en a cure, au contraire, ce n'est que le début d'une nouvelle vague de persécution contre les religieux encore en vie. En 1966, Haji Hafiz Sabri Koçi et Haji Faik Hoxha, deux hauts dignitaires de la religion musulmane, ont été arrêtés. Et parmi les premiers procès contre le clergé de cette période figure également celui d'avril 1968. Dans l'église des Sœurs Stigmates, transformée en salle d'audience, Don Zef Bici et Don Mark Dushi sont accusés et condamnés à mort, tandis que Don Frano Illia, le Père Gega Luma, Don Mark Hasi, Alfons Radovani et Kole Marlacaj sont condamnés à la prison. Dans le même tribunal et la même année, le père Zef Plumi et Don Nikollë Mazreku ont été condamnés à la prison. L'une des histoires les plus tristes du début des années 1970 est celle de Don Shtjefën Kurti. Après avoir purgé 17 ans de prison et avoir été libéré en 1963, il a été de nouveau arrêté en juin 1970. Il a été accusé "d'agitation et de propagande pour miner et affaiblir le pouvoir populaire". Il a donc été condamné à mort et exécuté en octobre 1971. Mais la vérité de sa condamnation était qu'il avait baptisé un nouveau-né et que son père avait donné au bébé un nom catholique. Le dernier ecclésiastique condamné à mort pendant la dictature communiste fut Don Mikel Beltoja. Il a été arrêté en 1973 et abattu presque un an plus tard, en février 1974. Les condamnations se sont poursuivies avec Monseigneur Ernest Çoba, qui fut le dernier évêque de l'Église catholique. Il a été arrêté en 1977 pour "trahison contre la patrie et agitation et propagande contre le pouvoir populaire". Il a été condamné à 25 ans de prison et est mort mystérieusement à l'hôpital de la prison en janvier 1980.

**Le Musée athée, un exemple d'utopie du régime communiste.**

Le 10 juillet 1968, une exposition athée intitulée "Sur le rôle réactionnaire de la religion" a été inaugurée à Shkodra, qui est restée ouverte pendant 5 ans. Elle a également été conçue comme une exposition itinérante dans les villages, les hauts plateaux et les zones industrielles. À la veille de l'ouverture du VIIe Congrès des femmes qui devait se tenir à Shkodra (dans le bâtiment de la cathédrale transformé en Palais des sports) le 9 juin 1973, l'exposition a été transformée en "Musée athée" avec une propagande antireligieuse. Le gouvernement communiste se vantait de ce musée car il était le seul de ce type dans le monde. A l'entrée du musée, on pouvait lire la citation de Marx : "La religion est l'opium du peuple." L'espace d'exposition était divisé en deux étages et traitait de différents thèmes. Deux pavillons d'exposition étaient situés au premier étage, traitant de "la tradition du peuple albanais dans la lutte contre la religion et le clergé" et "le mouvement révolutionnaire populaire de 1967 contre la religion et sa base matérielle". Au deuxième étage se trouvaient trois autres pavillons d'exposition, traitant du "caractère antiscientifique et réactionnaire de l'idéologie religieuse", de "la religion en tant qu'outil politique des classes dirigeantes et conquérantes" et de "l'échec de l'activité contre-révolutionnaire du clergé après l'invasion". Dans les stands de chaque pavillon étaient exposés divers documents, photos, matériels destinés à mettre en évidence le rôle hostile et réactionnaire du clergé, notamment catholique, comme serviteur du Vatican et de l'impérialisme. Ce musée possédait également une exposition itinérante composée de 23 stands, qui étaient exposés dans différentes régions non seulement de Shkodra mais aussi d'Albanie.

Les visiteurs de ce musée étaient des écoliers, des membres de la classe ouvrière, des membres d'autres partis communistes en visite en Albanie, ainsi que des touristes étrangers. Le musée athée est resté ouvert jusqu'au 13 décembre 1990. Le bâtiment où se trouvait ce musée a été attaqué et on a tenté de le démolir le même jour que la tentative de renversement du buste d'Enver Hoxha à Shkodra.

**Novembre 1990, la religion fait rage dans le cœur des gens.**

1990 a été l'année des grands changements non seulement en Europe de l'Est, mais aussi pour l'Albanie. Ainsi, le 4 novembre 1990, un prêtre catholique qui avait été libéré de prison en avril 1989, convoqué par un habitant du quartier proche du cimetière catholique de Rrmaji, voulait célébrer avec seulement quelques assistants une célébration eucharistique, qui ne durerait que quelques minutes. Tout était prévu pour le moment et il n'y avait normalement aucune organisation, car les personnes présentes au cimetière étaient là pour commémorer leurs proches. Ainsi, le prêtre, Don Simon Jubani, l'ecclésiastique qui avait souffert des prisons communistes pendant plus de 25 ans, a déclaré le 11 novembre comme le jour où la première messe serait célébrée après 1967. Les jeunes de Shkodra, et pas seulement eux, ont veillé à leur organisation et à leur bien-être. L'événement a pris des proportions extraordinaires. Tous les habitants de Shkodra, sans aucune différence religieuse, ont contribué financièrement aux travaux de restauration qui ont été réalisés dans la semaine. Ainsi, le 11 novembre, plus de cinquante mille personnes, venues de la ville et des villages, se sont dirigées à 11h00 vers le cimetière catholique, où la première messe a été célébrée après 23 ans. Quelques jours plus tard, le même événement s'est poursuivi à la mosquée du plomb, où a eu lieu la première célébration du rite musulman. Le 16 novembre, tous les citoyens de Shkodra, quelle que soit leur religion, se sont réunis une fois de plus, donnant un coup fort à la dictature communiste. C'est Hafiz Sabri Koçi, un religieux musulman qui avait souffert des prisons communistes pendant deux décennies, qui a dirigé la célébration. En mars 1991, la première messe a été célébrée à la cathédrale de Shkodra, après la transformation de l'établissement en palais des sports. De même, les citoyens se sont dirigés vers tous les bâtiments qui avaient échappé à la marée dévastatrice, leur redonnant ainsi leur identité d'antan.

**Conclusions finales**

Le peuple albanais n'a jamais coupé son lien spirituel avec la religion. Bien que la dictature communiste ait temporairement gagné la bataille contre elle, elle n'a jamais pu gagner la guerre. En fait, cette guerre a été perdue, car la religion ne peut périr, tout comme un peuple croyant et épris de liberté ne peut périr. De nombreux croyants pratiquaient les rites religieux en secret. Les fêtes religieuses étaient célébrées dans le cadre familial proche. Dans les lieux saints, le pèlerinage se faisait la nuit. Malgré le danger, les croyants étaient nombreux à préserver les reliques et la littérature religieuses. Des résistances sont également apparues dans le cas de noms de bébés ayant une signification religieuse, bien que les registres d'état civil du pays aient reçu des instructions pour empêcher ce phénomène. Aucune dictature ou pouvoir politique ne peut s'appuyer sur Dieu et ceci est une loi absolue. Dieu lui-même protège la religion. Il est du devoir de toute la société albanaise de se souvenir, d'honorer et d'apprécier la contribution des personnalités religieuses et des croyants qui ont consacré leur énergie et leur vie à croire en Dieu, à aspirer à une Albanie démocratique et européenne, pour laquelle ils ont été injustement punis par la main cruelle de la dictature communiste.

**Bibliographie sélective**

Azem Qazimi, Procesi i asgjësimit të fesë në komunizëm, Tiranë 2012

Pjetër Pepa, Dosja e Diktaturës, Tiranë 2009

Ahmet Bushati, Në gjurmët e nji ditari, Shkodër 2007

Gjon Sinishta, Premtimi i përmbushur, Shkodër 2016

Engelbert Deusch, Das k.(u.)k. Kultusprotektorat im albanischen Siedlungsgebiet, Wien 2009

Didier Rance, Ils Ont Voulu Tuer Dieu

Atë Donat Kurti, Provinca Françeskane Shqiptare, Shkodër 2003

Fritz Radovani, Një monument nën dhè, Melbourne 2004

Gjush Sheldija, Kryeipeshkvia Metropolitane e Shkodrës dhe Dioqezat Sufragane (shënime historike), Shkodër 1957-1958

Hamdi Bushati, Shkodra dhe Motet (vëllimi i parë), Shkodër 1998

Arshi Pipa, Stalinizmi Shqiptar, Tiranë 2007

Hafiz Ali Tari Kraja, A duhet feja, a e pengon bashkimin kombëtar, Shkodër 1934

Atë Konrad Gjolaj, Çinarët, Shkodër 1930

Romeo Gurakuqi, Shqipëria dhe tokat e lirueme1939-1946, Tiranë 2018

Padre Leonardo di Pinto, Profilo storico agiografico di Mons. Vinçenc Prennushi e Compagni Martiri, Volume I,II, Shkodër 2016

Atë Zef Pllumi, Rrno vetëm për me tregue, Shkodër 2015